

Europe

# « UNE RÉVOLUTION CIVIQUE, PAS ENCORE UNE RÉVOLUTION SOCIALE »

László Andor, Renaud Large

06/05/2026

**Ancien Commissaire européen à l'Emploi, aux Affaires sociales et à l'Inclusion (2010-2014) et secrétaire général de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), László Andor revient, pour l'Observatoire des doctrines politiques de la Fondation Jean-Jaurès, sur la victoire de Péter Magyar et du parti Tisza lors des élections législatives hongroises. Il analyse l'effondrement de l'ère Orbán, l'état de la gauche hongroise, les perspectives de normalisation avec Bruxelles et le lent travail de démantèlement d'un appareil d'État façonné pendant seize ans.**

**Renaud Large : Je voudrais d'abord avoir votre analyse des dernières élections en Hongrie. S'agit-il d'une véritable révolution, d'une rupture avec l'ère Orbán, ou bien l'élection de Péter Magyar s'inscrit-elle plutôt dans la continuité du mandat d'Orbán ?**

**László Andor :** Je parlerais d'une révolution civique. C'est un tournant majeur dans l'histoire politique du pays. Si l'on regarde le nombre de voix obtenues par chaque parti, l'écart n'est pas immense, mais on est passé d'une supermajorité à une autre supermajorité. Viktor Orbán lui-même, le soir de l'élection, a souligné qu'il avait recueilli à peu près le même nombre de voix qu'en 2014, lorsqu'il avait réussi à préserver sa supermajorité avec ces 2,2 à 2,3 millions de voix. La différence, cette fois, tient à l'unité de l'opposition et à la mobilisation. Une mobilisation colossale, d'un niveau record. La jeune génération, en particulier, était très déterminée à voter contre Orbán.

Plusieurs facteurs décisifs ont permis cet effondrement de l'autocratie par les urnes. Le premier, c'est la mobilisation. Le second, c'est d'avoir transformé le scrutin en référendum sur Orbán. Tout le monde, au fond, voulait simplement se débarrasser d'Orbán après seize ans, pour des raisons diverses, avec le sentiment que c'était le moment, l'occasion à saisir.

Il y a beaucoup de questions qui demeurent, parce qu'il y a quelque chose d'étrange à voir vainqueur quelqu'un qui, il y a trois ans, faisait encore partie des rouages de cette autocratie. Il faut tout de même nuancer : Péter Magyar lui-même n'a sans doute pas directement participé aux abus de

pouvoir, mais il en a été l'un des bénéficiaires. Son ex-femme, surtout, occupait un poste de très haut niveau. Orbán lui-même disait parfois que cette ancienne ministre de la Justice était pressentie pour de hautes fonctions, voire pour lui succéder.

On assiste donc véritablement à une forme d'effondrement du régime par le basculement électoral. Mais il faudra voir, dans les six prochains mois, quelle réforme de l'État pourra être mise en œuvre – comment, autrement dit, « refaire des œufs à partir de l'omelette ». Et ce que la mobilisation démocratique pourra encore produire. Je parle de révolution civique, mais pas encore de révolution sociale. Beaucoup de gens attendent des résultats sociaux tangibles. Or, à ce stade, rien ne garantit qu'ils seront au rendez-vous.

### **Où en est la gauche dans cette élection ?**

Je dirais que la gauche a été plus ou moins laminée au cours des dernières années. Le dernier moment où le centre gauche a eu l'occasion de conduire une opposition unie, c'était en 2017, à la veille des élections de 2018, quand le maire de Szeged, László Botka, était candidat. Si la direction du parti l'a finalement poussé au retrait, c'est parce qu'il cherchait à marginaliser l'ancien Premier ministre – lequel a malheureusement été une figure toxique. Botka avait absolument raison de vouloir écarter Ferenc Gyurcsány. Ce responsable politique, alors à la tête de la Coalition démocratique, est celui qui a scindé le Parti socialiste hongrois (MSzP). Un an après être passé dans l'opposition, le Parti socialiste était divisé. Et il a été très, très difficile de se défaire de cet héritage, qui pesait comme un passif au lieu d'insuffler une énergie nouvelle.

C'était donc le dernier grand moment. Depuis, il y a eu quelques occasions où le Parti socialiste aurait pu regagner en crédibilité et prendre part à une union – mais plus la conduire.

### **Cela signifie ne plus avoir la capacité de diriger ?**

En effet. La dernière fois que c'était possible, c'était en 2017. Nous sommes donc arrivés à cette élection avec deux partis de centre gauche. L'un a décidé de se présenter, l'autre a décidé de s'effacer au profit de la nébuleuse Tisza. C'est, au fond, un grand mouvement populaire. Je ne crois pas exagérer en parlant de front populaire. Parce que ce sont les citoyens qui ont décidé que ce serait un front populaire, et qu'il fallait être unis. Les directions des partis ont ensuite dû en prendre acte. Certaines l'ont fait, d'autres non – elles n'ont pas compris que c'était cela que voulaient les citoyens, les électeurs de l'opposition désireux de se débarrasser d'Orbán.

**Qu'en est-il des relations avec l'Union européenne (UE) ? Faut-il s'attendre à une normalisation rapide entre Budapest et Bruxelles, ou plutôt à une relation transactionnelle, ou simplement**

### **moins conflictuelle, avec l'Union ?**

Votre question le suggère déjà : ce n'est pas une situation en noir et blanc. Nous ne passons pas du noir au blanc. Orbán s'est comporté comme il l'a fait pour de multiples raisons, mais je dirais qu'en définitive, 80% des Hongrois n'appréciaient pas sa manière de faire. Même ceux qui lui avaient accordé du crédit, il y a quinze ans, pour bâtir un projet de nationalisme économique, n'ont pas apprécié que la Hongrie finisse par perdre les fonds européens à cause d'une corruption devenue systémique. Et beaucoup n'ont pas aimé non plus qu'en matière de politique étrangère, il soit allé bien au-delà du pragmatisme : son alliance avec Poutine est devenue trop forte, trop visible, et sans doute trop servile. Il a donc perdu son crédit et sa crédibilité, y compris chez bon nombre de conservateurs et de nationalistes.

À mon sens, nous sommes clairement dans un moment de retournement. Mais ce retournement ne signifie pas pour autant que la nouvelle direction deviendra euro-fédéraliste. Ce n'est pas le cas. Péter Magyar a été diplomate à Bruxelles ; il sait combien l'appartenance à l'UE est importante. Mais il est lui aussi très sceptique à l'idée que tout doive être fédéralisé et que « Bruxelles sait mieux que tout le monde ». Il se moque d'ailleurs souvent de ces visions d'une Union européenne marchant vers une intégration toujours plus étroite.

Cela étant, sa principale promesse est de relancer le flux des fonds d'investissement européens, y compris le plan de relance. Pour y parvenir, il doit agir très vite, tout mettre en œuvre pour satisfaire l'ensemble des critères. Raison pour laquelle, quelques jours seulement après l'élection, une délégation de haut niveau de la Commission européenne s'est rendue en Hongrie afin de trouver un moyen de débloquer les fonds. Le processus est donc engagé. Je crois que, par intérêt mutuel, les deux parties trouveront une solution. Certains fonds pourront peut-être être perdus en raison d'échéances trop serrées, mais c'est une promesse et une attente si fortes à l'égard du nouveau gouvernement que cela doit être une priorité, pour stabiliser l'économie et permettre la croissance des quatre prochaines années.

Le risque principal, à mon avis, c'est qu'il doive conduire une réforme de l'État à marche forcée pour restaurer la transparence, l'obligation de rendre des comptes et renouveler l'encadrement des institutions afin de débloquer l'argent. Ce qui veut dire que certains changements devront se faire sans concertation. C'est, d'une certaine manière, une réforme précipitée ; et tout le monde n'appréciera pas qu'elle le soit à ce point. Du côté de l'UE, le risque symétrique serait que la Commission cherche à faire du « gold plating » – à empiler des conditions superflues pour s'assurer que les Hongrois corrigent leur comportement sur toute une série de points. Ce serait imprudent. Le gouvernement comme la population y verraient une injustice, si des conditions déraisonnables

devaient surgir de nulle part. Si les deux parties sont sérieuses et raisonnables, elles trouveront très vite un *modus vivendi*. Et cela aidera à stabiliser non seulement cette victoire politique, mais aussi la reprise économique à venir.

**Pensez-vous qu'un rééquilibrage vis-à-vis de la Russie de Poutine soit possible ? Comment pourrait évoluer la position hongroise face à Moscou ?**

À mes yeux, pour la stabilité de l'économie, il est très important qu'il ne remette pas en cause, du moins pour un temps, le mix énergétique hongrois. Si l'on commence à bouleverser ce mix, on peut bien recevoir beaucoup de fonds européens, les quatre prochaines années n'en seront pas moins extrêmement difficiles, surtout dans le contexte d'une économie européenne anémique. Attendre des Hongrois qu'ils trouvent, au même moment, une nouvelle configuration énergétique sur des bases durables, c'est demander un peu beaucoup.

Péter Magyar a d'ailleurs dit qu'il faudrait continuer à faire circuler le pétrole par l'oléoduc Droujba. Et que si la guerre prenait fin – et nous espérons tous qu'elle se terminera bientôt –, il faille réexaminer les sanctions, probablement en lever un grand nombre, pour redonner de l'air à une bonne partie de l'économie européenne. Il est même allé jusqu'à dire que l'Europe ne devait pas se tirer une balle dans le pied. Ce n'est pas, je le reconnais, le type de discours que beaucoup, en Europe occidentale, attendaient. Mais je pense qu'il ne voulait simplement laisser place à aucune ambiguïté ; clarifier très vite sur quels sujets il était prêt à se rapprocher d'une position européenne médiane, et sur lesquels – pour des raisons de géographie, d'intérêts économiques, de tradition, et de compétences, puisqu'il est juriste – il ne le serait pas. Il sait très bien ce qui relève du droit européen et ce qui n'en relève pas. Là où l'UE n'a pas de compétence, il ne se précipitera pas vers une plateforme commune juste pour la forme.

**Qu'en est-il du Mathias Corvinus Collegium (MCC) et de l'influence internationale exercée par la Hongrie, de ses réseaux d'influence à travers le monde ? Magyar a annoncé qu'il mettrait fin au financement du MCC. Or c'est une pièce maîtresse de l'influence d'Orbán et des réseaux hongrois, partout dans le monde, et en particulier à Bruxelles. Pensez-vous que les changements seront visibles, ou plutôt en profondeur, dans les coulisses ? Quelle est votre analyse ?**

Magyar devrait s'efforcer de démanteler tous ces réseaux. Il est déjà intervenu auprès de la compagnie pétrolière – la plus grande entreprise du pays, avec Audi – pour qu'elle cesse de financer le MCC, le Mathias Corvinus Collegium. C'est, là encore, une promesse très forte faite aux électeurs. Ces réseaux, alimentés par des entreprises parfois publiques, parfois non – la compagnie pétrolière est cotée en bourse, mais reste sous une très forte influence de l'État, en raison de ses parts de

marché, de la sécurité énergétique, etc. –, il ne tolérera pas qu'ils continuent à faire fonctionner de manière profondément malsaine des canaux de financement vers le réseau du Fidesz et vers le réseau international du FARAC. Comment cela se déploiera précisément, nous ne le savons pas encore. Mais ce qui est visible, c'est la détermination. Un engagement politique très fort.

**Dans la même veine, pensez-vous qu'après seize ans se soit constitué quelque chose comme un État profond, une technostructure héritée de l'ère Orbán ? Magyar devra-t-il composer avec cette technostructure, ou pourra-t-il repartir d'une page blanche ? Comment peut-il gérer cela, à ce stade ?**

Dans les deux dernières semaines de campagne, il s'est produit quelque chose de très intéressant, que nous n'avions jamais vu depuis 1989. Des lanceurs d'alerte issus de la police, de l'armée, du bureau de la concurrence sont sortis dans les médias. Ils ont raconté les pratiques atroces en cours dans ces services. Ce qui donnait à voir un appareil d'État en voie de désintégration, et un signal fort d'un fort mécontentement au sein même de ces services.

Le futur ministre de la Défense est d'ailleurs déjà désigné : c'est un ancien chef d'état-major de l'armée, limogé par Orbán il y a quelques années. Lors de réunions avec l'OTAN, il avait dit « Slava Ukraini » – il n'en fallait pas davantage à Orbán pour le démettre. Ce général va donc devenir ministre de la Défense. Je crois qu'il y aura des personnalités suffisamment solides pour reprendre les choses en main et s'assurer qu'il n'y aura pas d'« État dans l'État ».

Soyons honnêtes : en 2002, quand Orbán a été remplacé pour la première fois par le gouvernement socialiste-libéral, on a connu ce genre de situation sur certains dossiers – la banque centrale, par exemple. C'est un test, c'est certain. Seize ans, c'est long : on a le temps de placer ses hommes dans de très nombreuses institutions et agences. Alors, pour reprendre un mot français, il faudra « détricoter » cet édifice. Ce dénouement prendra du temps. Il devra venir d'en haut. Mais le fait que le nouveau parti au pouvoir – en réalité Péter Magyar – dispose d'une majorité des deux tiers signifie qu'il n'y a pas de barrière. Encore faut-il, dans cette absence de barrières, faire preuve de sagesse. La confiance publique, en tout cas, est solide.

**Pensez-vous qu'Orbán puisse faire son retour dans quelques années, ou bien est-ce le point final de sa carrière politique ?**

J'ai des doutes. Il y a deux ans, très peu de monde connaissait Péter Magyar. Il s'est imposé comme figure publique en deux ans et deux mois. Et je crois qu'il a commis très peu d'erreurs – s'il en a commis. Quand on est un professionnel – juriste, manager, diplomate – et qu'on décide, soudain, de

se faire politique, les risques et les chausse-trapes sont nombreux. Je ne crois pas qu'il soit du genre à faire facilement des erreurs. Depuis l'élection, il a d'ailleurs plutôt bien géré la situation, les médias internationaux, les négociations internationales.

Mais les écueils seront nombreux : composer avec l'État profond ou ses tentatives de survivance, obtenir l'argent européen, l'utiliser avec discernement en identifiant aussi les besoins de développement, et pas seulement des impératifs de transparence. Ce ne sera pas une traversée tranquille.

S'il parvient à relancer la croissance économique et à mettre à l'épreuve de la légalité les bénéficiaires de l'ère Orbán – c'est un point important –, alors il conservera sa popularité. S'il obtient un second mandat, Orbán aura passé les soixante-dix ans à ce moment-là. Or, le Fidesz est le parti d'Orbán. Au cours des presque quarante ans d'existence du parti – trente-huit ans très exactement –, il y a eu quelques moments où il aurait pu se laisser diriger par d'autres. Mais en réalité, pendant trente-huit ans, ce fut un parti-Orbán. Il est très difficile de concevoir un Fidesz réellement compétitif sans Orbán.

Il y a, bien sûr, quelques dauphins, des personnalités qui pourraient théoriquement prendre la tête. Mais il est également vrai que les technocrates du Fidesz qui ne se sont pas politiquement brûlés pourraient tout à fait changer de rive et servir le nouveau gouvernement. Certains prendront leur retraite, d'autres seront visés par des enquêtes. Je pense que le prochain chapitre du Fidesz sera celui d'une force piégée entre Tisza et le FARAC.

Et je n'exclus nullement – je crois même que cela doit se produire à un moment donné – qu'au moment des élections européennes, qui coïncideront très probablement avec les municipales en Hongrie (sauf si le nouveau patron change tout), dans trois ans, nous puissions à nouveau avoir un parti de gauche compétitif. Lequel devra alors capter des voix à la fois au Fidesz et au Tisza, puisque tous les électeurs se répartissent désormais entre ces deux pôles. Le Fidesz peut donc parfaitement traverser une phase de déclin. Pas nécessairement de désintégration, mais je ne crois vraiment pas au scénario d'un retour dans quatre ans. Peut-être même pas dans huit.

Tisza devra, à un moment donné, trancher – comme Emmanuel Macron en son temps – en allant un peu à gauche ou un peu à droite. S'ils penchent à droite, ils ouvriront un espace à gauche. S'ils décident de répondre à des préoccupations sociales-démocrates, ils laisseront de la place au Fidesz pour raviver quelque peu son agenda nationaliste. Les scénarios sont nombreux. Mais pour l'heure, nous vivons une situation unique dans notre histoire. Une force aussi dominante, une personnalité aussi dominante. Et le grand tournant vers la réintégration dans l'UE.

Beaucoup d'électeurs – beaucoup de jeunes, notamment – se disaient : « Il faut se débarrasser d'Orbán, parce qu'avec lui, nous ne pouvons pas bénéficier des avantages de l'Union européenne. » Orbán ne ferait peut-être pas sortir le pays de l'UE, mais à quoi bon y être si nous ne sommes pas dans Erasmus, si nous ne pouvons pas recevoir les fonds d'investissement et si, partout, les Hongrois sont présentés comme une menace ? Cette réorientation doit avoir lieu. Et, je l'espère, au bénéfice des couches les plus larges de la société.

## “A Civic Revolution, Not Yet a Social Revolution”

Former European Commissioner for Employment, Social Affairs and Inclusion (2010–2014) and Secretary General of the Foundation for European Progressive Studies (FEPS), László Andor reflects, for the Jean-Jaurès Foundation's Observatory on Political Doctrines, on the victory of Péter Magyar and the Tisza party in the Hungarian parliamentary elections. He analyzes the collapse of the Orbán era, the state of the Hungarian left, prospects for normalization with Brussels, and the slow dismantling of a state apparatus shaped over sixteen years. Interview by Renaud Large.

**Renaud Large : Thank you very much for this interview. I would first like your analysis of the recent elections in Hungary. Is this a genuine revolution, a break with the Orbán era, or does Péter Magyar's election represent continuity with Orbán's mandate?**

**László Andor :** I would describe it as a civic revolution. It is a major turning point in the country's political history. If we look at the number of votes obtained by each party, the gap is not huge, but we have moved from one supermajority to another. Orbán himself pointed out on election night that he had received roughly the same number of votes as in 2014, when he managed to preserve his supermajority with around 2.2 to 2.3 million votes. The difference this time lies in the unity of the opposition and the level of mobilization – an enormous, record-breaking mobilization. The younger generation, in particular, was highly determined to vote against Orbán.

Several decisive factors made this electoral collapse of the autocracy possible. First, mobilization. Second, turning the election into a referendum on Orbán. Essentially, everyone wanted to get rid of him after sixteen years, for various reasons, with a sense that the moment had come.

There are still many open questions, because it is striking to see someone who, three years ago, was still part of the machinery of this autocracy – borrowing biblical language, he moved from power to powerlessness and back again. We should be nuanced: Péter Magyar himself likely did not directly participate in abuses of power, but he benefited from them. His ex-wife, in particular, held a very high-level position. Orbán himself had suggested that this former Minister of Justice might

be destined for top roles, even as a potential successor.

So we are witnessing a real collapse of the regime through an electoral shift. But we will need to see, over the next six months, what kind of state reform can be implemented – how, in other words, to “make eggs again from the omelette”. And what democratic mobilization will continue to produce. I speak of a civic revolution, but not yet a social revolution. Many people expect tangible social results, and at this stage, nothing guarantees they will materialize.

### **What is the state of the left in this election?**

I would say that the left has been more or less crushed over the past few years. The last moment when the center-left had the opportunity to lead a united opposition was in 2017, ahead of the 2018 elections, when the mayor of Szeged, László Botka, was a candidate. He was eventually pushed to withdraw by party leadership because he sought to marginalize the former Prime Minister – who unfortunately had become a toxic figure. Botka was absolutely right to want to sideline Ferenc Gyurcsány. This politician, then leading the Democratic Coalition, split the Socialist Party. Within a year of moving into opposition, the party was divided. It has been extremely difficult to overcome this legacy, which acted as a burden rather than injecting new energy.

That was the last major moment. Since then, there have been a few opportunities for the Socialist Party to regain credibility and join a united front – but not to lead it.

We thus arrived at this election with two center-left parties. One chose to run, the other stepped aside in favor of the Tisza constellation. Essentially, this is a large popular movement. I don't think it is an exaggeration to call it a popular front. Citizens themselves decided it should be one, that unity was necessary. Party leaderships then had to acknowledge this. Some did, others did not – they failed to understand that this was what opposition voters wanted: to remove Orbán.

### **What about relations with the European Union? Should we expect rapid normalization between Budapest and Brussels?**

As your question suggests, this is not a black-and-white situation. We are not moving from black to white. Orbán behaved as he did for many reasons, but ultimately, I would say that 80% of Hungarians did not appreciate his approach. Even those who once supported his project of economic nationalism were unhappy that Hungary lost EU funds due to systemic corruption. Many also disliked how, in foreign policy, he went far beyond pragmatism – his alliance with Putin became too strong, too visible, and arguably too subservient. He thus lost credibility, even among conservatives and nationalists.

We are clearly in a moment of reversal. But that does not mean the new leadership will become Euro-federalist. Péter Magyar understands the importance of EU membership, having worked in Brussels, but he is also skeptical of the idea that everything should be centralized or that “Brussels knows best.”

That said, his main promise is to restore the flow of European investment funds, including recovery funds. To do so, he must act quickly and meet all the criteria. That is why, just days after the election, a high-level European Commission delegation visited Hungary to unblock funds. The process has begun. I believe both sides will find a solution out of mutual interest.

The main risk is that he will have to carry out rapid state reforms to restore transparency and accountability, which may require acting without full consultation. On the EU side, the risk would be “gold plating” – adding unnecessary conditions. That would be unwise and perceived as unfair. If both sides act reasonably, they will quickly reach a modus vivendi.

### **Do you think a rebalancing toward Russia is possible?**

During the campaign, Péter Magyar managed expectations carefully. For economic stability, it is important that he does not immediately disrupt Hungary’s energy mix. Changing it too quickly would make the coming years extremely difficult.

He has said that oil should continue flowing through the Druzhba pipeline. If the war ends – as we all hope – it will be necessary to reassess sanctions. He even said Europe should not “shoot itself in the foot.” This may not align with expectations in Western Europe, but he wanted to avoid ambiguity and clarify where he stands.

### **What about Hungary’s influence networks, such as the Mathias Corvinus Collegium?**

There is an expectation that Magyar will dismantle these networks. He has already intervened with the national oil company to stop funding the MCC. These networks, financed partly by companies under strong state influence, have supported the Fidesz and international networks. He has made a strong commitment to ending this.

### **Has a “deep state” emerged after sixteen years of Orbán?**

In the final weeks of the campaign, something unprecedented happened: whistleblowers from the police, army, and competition authority came forward, revealing disturbing practices. This suggested a state apparatus already beginning to disintegrate.

The future Defense Minister is a former army chief dismissed by Orbán for saying “Slava Ukraini”. There will be strong figures capable of restoring control and preventing a “state within the state”.

Sixteen years is a long time – Orbán placed loyalists across institutions. This structure will need to be “unraveled”. It will take time, but with a two-thirds majority, there are no institutional barriers – only the need for wisdom.

### **Final question: could Orbán return?**

I have doubts. Two years ago, few people knew Péter Magyar. He rose rapidly and has made very few mistakes. But challenges ahead are significant: dealing with remnants of the old system, securing EU funds, and using them wisely.

If he succeeds economically and legally challenges the beneficiaries of the Orbán era, he could remain popular. If he wins a second term, Orbán will be over 70. Fidesz is essentially Orbán’s party – it is hard to imagine it remaining competitive without him.

Some technocrats may switch sides, others will retire or face investigations. I see Fidesz entering a period of decline.

Looking ahead, it is possible that a competitive left-wing party could re-emerge within a few years. Tisza will eventually have to choose a direction – left or right – which will reshape the political landscape.

For now, we are living through a unique moment: the fall of a dominant figure and a major shift toward reintegration into the EU. Many voters – especially young people – felt that as long as Orbán remained, Hungary could not fully benefit from EU membership.

This reorientation must take place – and hopefully to the benefit of the broadest segments of society.